

Du 26 au 30 septembre 2006 : Vague d'arrestation de ***militants pro-démocratie***

La junte militaire a arrêté le 30 septembre pour interrogation **Min Zeya** et **Pyone Cho**. Trois jours auparavant, elle avait interpellé **Min Ko Naing, Ko Ko Gyi et Htay Kywe**. Elle souhaite ainsi éviter qu'ils ne causent des troubles alors que les États-Unis ont accentué la pression sur la Birmanie au Conseil de sécurité de l'ONU. Les cinq hommes sont tous d'anciens leaders du soulèvement de 1988 et ont déjà passé plus de 10 ans en prison.

Selon des militants pro-démocratie, un sixième homme, **Myint Aye**, est également détenu, mais cette information n'a pas été confirmée par les autorités. Aye Myint, âgé d'une cinquantaine d'années, venait d'être libéré de prison, en juillet, après des pressions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Il avait été condamné à 7 ans de prison pour avoir dénoncé le recours au travail forcé dans le pays.

Le nombre de prisonniers politiques en Birmanie est évalué par l'ONU à 1100.

### ***Le 29 septembre 2006 : Washington prépare une résolution sur la Birmanie***

Une semaine après l'inscription de la situation en Birmanie à l'ordre du jour permanent du Conseil de sécurité, **John Bolton**, l'ambassadeur américain auprès de l'Onu, a indiqué à la presse que les États-Unis souhaitent déposer prochainement au Conseil de sécurité un projet de résolution sur les violations des droits de l'Homme en Birmanie. Il a précisé que Washington agira vraisemblablement après une visite que le rapporteur spécial des droits de l'homme en Birmanie, M. Gambari, doit probablement effectuer en Birmanie en novembre.

*"Nous n'avons pas obtenu l'inscription de la Birmanie à l'ordre du jour permanent du Conseil juste pour entendre des rapports", a ajouté M. Bolton. "S'il n'y a pas de changements substantiels dans les politiques de ce pays en matière de trafic de drogue, de flux de réfugiés, de répression politique, de sida et autres (...), nous serons prêts à présenter une résolution en temps voulu", a-t-il ajouté.*

Dix pays membres du Conseil avaient voté le 15 septembre pour l'inscription de ce pays à l'agenda du Conseil de sécurité, quatre avaient voté contre et un s'était abstenu. Comme il s'agissait d'un vote sur une question de procédure, la règle du veto ne s'appliquait pas et la majorité de neuf voix sur quinze suffisait. En revanche, pour une résolution, les États-Unis risquent de se heurter à l'opposition déterminée de la Chine, voire de la Russie, toutes deux dotées du veto.

## ***Le 24 septembre 2006 : Le putsch en Thaïlande va-t-il miner toute réforme en Birmanie ?***

Le coup d'Etat militaire à Bangkok du 19 septembre risque-t-il de revigorer les généraux birmans et de miner les perspectives de démocratisation dans cet Etat voisin de la Thaïlande? Des diplomates et analystes le pensent fortement car le putsch en Thaïlande, jeune démocratie, envoie un mauvais signal à la Birmanie et au reste de la région.

Les diplomates s'accordent à dire que le renversement par l'armée du Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra, alors qu'il se trouvait à New York, compromet sérieusement les efforts de la communauté internationale en vue d'ouvertures et de réformes politiques en Birmanie. Selon **John Harrison** de l'Institut de défense et d'études stratégiques de Singapour, l'embarras de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) confirme cette analyse : "*La Birmanie peut désormais s'écrier: comment une organisation peut-elle nous demander de nous réformer démocratiquement, alors que vous avez été silencieux sur le changement non démocratique en Thaïlande? Si vous ne condamnez pas et n'isolez pas la Thaïlande, comment pourriez-vous le faire dans notre cas?*" affirme un diplomate occidental, sous couvert de l'anonymat tout en ajoutant : "*Quand vous regardez les problèmes en Birmanie, aux Philippines, en Indonésie et dans d'autres pays où on est en droit de s'inquiéter du rôle de l'armée, ça la fout mal de voir des militaires renverser un gouvernement élu*". Enfin, il est peu probable que la junte à Bangkok se mette aujourd'hui à faire pression sur les généraux birmans.

Bangkok et Rangoun ont entretenu des relations diplomatiques, économiques et militaires étroites, ce qui a permis à la Birmanie, relativement isolée, de maintenir un canal de communications avec la communauté internationale. M. Thaksin et le chef de l'armée qui l'a renversé, le général Sonthi Boonyarataglin, s'étaient rendus respectivement le 2 août et le 11 septembre derniers en Birmanie. Les entretiens avaient porté essentiellement sur le renforcement des liens commerciaux et la lutte contre le trafic de drogue. En effet, selon l'analyste birman **Win Min**, M. Thaksin a toujours cherché à protéger la junte birmane pour des raisons stratégiques et commerciales, de nombreuses entreprises thaïlandaises, en particulier du secteur de l'énergie et des télécommunications, étant impliquées de manière substantielle en Birmanie. "*Le monde entier a critiqué la Birmanie mais, pendant longtemps, l'ASEAN l'a défendue parce que Thaksin intervenait*", conclut-il.

Le coup d'Etat en Thaïlande a enfin provoqué une certaine inquiétude au sein de l'importante communauté d'exilés et de réfugiés birmans. "*Il y a beaucoup d'anxiété*", note **Debbie Stothard**, coordinatrice de l'ONG, l'Alternative ASEAN Network. Elle précise toutefois que de nombreux exilés reprochaient à M. Thaksin son manque de fermeté à l'égard des militaires birmans et l'absence de soutien à leur cause. Une blague circulerait actuellement parmi les exilés birmans: "La semaine dernière, Thaksin (réfugié à Londres) s'était comparé à Aung San Suu Kyi. Maintenant, il sait ce que c'est qu'un gouvernement en exil".

## ***Le 22 septembre 2006 : Des changements au sommet de la hiérarchie militaire en Birmanie***

Deux sources proches des militaires au pouvoir ont indiqué qu'un remaniement au sommet de la hiérarchie militaire était intervenu lors de la réunion trimestrielle des plus hauts responsables de l'armée. C'est le 1er remaniement majeur depuis 1988.

Le chef de la junte birmane, le généralissime **Than Shwe**, 73 ans, a confié le contrôle des forces armées à un de ses proches, **Shwe Mann**, alors que le numéro 2 de l'armée, **Maung Aye**, a délégué ses fonctions à un commandant régional, **Thura Myint Aung**. Shwe Mann est considéré depuis un certain temps comme le successeur probable du généralissime qui gouverne la Birmanie d'une poigne de fer. **Thura Myint Aung**, moins connu, commandait jusqu'ici la région Sud-Est. Ces derniers incarnent une nouvelle génération de responsables militaires.

Than Shwe et Maung Aye conservent cependant leurs fonctions à la tête du Conseil d'Etat pour la Paix et le Développement (SPDC), le nom de la junte au pouvoir en Birmanie.

L'analyste birman **Win Min** a estimé que les changements rapportés vendredi étaient *"en préparation depuis longtemps"*. *"Je pensais qu'ils interviendraient après la Convention Nationale. Mais la décision pourrait être liée d'une part à l'état de santé de Than Shwe, d'autre part à la pression plus importante exercée par le Conseil de sécurité"*, a-t-il dit, ajoutant toutefois: *"Il n'y aura pas de changement à 180 degrés en matière de réformes démocratiques"*.

## ***Le 15 septembre 2006 : La Birmanie à l'agenda de l'ONU***

Les **Etats-Unis** ont obtenu le 15 septembre l'inscription du dossier birman à l'ordre du jour permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, mais un renforcement des sanctions contre la junte semble des plus improbables.

La vote a été obtenu de haute lutte, la Birmanie bénéficiant des soutiens très intéressés des voisins indiens, thaïlandais et chinois qui convoitent ses énormes réserves naturelles, en gaz et en pétrole notamment, et intensifient les échanges commerciaux avec elle. Ainsi, dix pays membres du Conseil de sécurité ont voté pour l'inscription du dossier birman à l'ordre du jour. Quatre pays ont voté contre : Chine, Congo, Qatar et Russie et un, la Tanzanie, s'est abstenu. Comme il s'agissait d'un vote sur une question de procédure, la règle du veto ne s'appliquait pas et la majorité de neuf voix sur quinze suffisait.

**Washington** considère que les trafics de drogue, l'existence de nombreux réfugiés, les violations répétées des droits de l'homme et l'expansion de l'épidémie de sida dans ce pays très fermé d'Asie du sud-est constituent une menace pour la paix et la sécurité internationale, ce qui le fait entrer dans le champ de compétence du Conseil de sécurité. **John Bolton**, s'est félicité de cette décision qui, a-t-il dit, constitue *"un important pas en avant dans les efforts du président (américain George W.) Bush pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation en Birmanie"*.

*et ses effets dans la région et dans le monde'. La Chine est d'un avis opposé. Son ambassadeur s'élève avec force contre la décision car l'argument selon lequel des problèmes comme les droits de l'homme, le trafic de drogue et le sida constituaient une menace à la paix et à la sécurité est "ridicule". Le représentant du Qatar a expliqué son opposition à la décision du Conseil par la crainte qu'elle n'entraîne "la fermeture des canaux diplomatiques ouverts par la Birmanie avec les institutions internationales compétentes dans le domaine des droits de l'homme et avec le secrétaire général des Nations Unies".*

Techniquement, l'inscription d'une question à l'ordre du jour du Conseil déclenche un processus d'examen régulier de la situation, avec remise fréquente de rapports et débats périodiques. Sans cette inscription, le Conseil peut évoquer quand il le veut la situation dans n'importe quel pays mais de manière plus épisodique et un consensus doit être obtenu chaque fois auprès des 14 autres membres.

### **Analyses et réactions**

La **LND** accueille "favorablement la décision et nous en remercions les Nations unies" et espère "que la communauté internationale va maintenir la pression sur le gouvernement militaire".

*"En inscrivant le dossier birman au menu de l'agenda du Conseil sécurité, les Etats-Unis cherchent à accentuer la pression sur la junte", estime un diplomate en poste à Rangoun sous couvert de l'anonymat. Toutefois, "Si le Conseil de sécurité venait à réclamer des sanctions, la Thaïlande l'Inde et la Chine y seraient hostiles car elles possèdent énormément d'intérêts en Birmanie", explique **Asada Juyanama** l'ancien ambassadeur de Thaïlande auprès des Nations unies. "Cela sera très compliqué en raison des puissants vetos chinois et russe", dit-il.*

A défaut de faire plier la junte, le vote de vendredi pourrait adresser un signal aux membres de **l'Association des nations du sud-est asiatique** (Asean), dont la Birmanie fait partie depuis 1997, qui pourraient aujourd'hui changer d'attitude en laissant la Birmanie traiter seule avec l'ONU. *"Rangoun a profité de la politique de non-ingérence de l'Asean et a fait beaucoup de promesses en l'air sur des réformes et un processus de réconciliation nationale", rappelle **Soe Aung**, un responsable du Réseau pour la démocratie et le développement, un organisme basé en Thaïlande et composé de militants birmans pro-démocratie en exil.*

### ***Le 11 septembre 2006 : Chirac critique vivement le régime birman***

Lors d'un dîner réunissant les dirigeants européens et asiatiques participant au sommet Asie-Europe (Asem) à Helsinki, le président **Jacques Chirac** a vivement critiqué le régime birman "en demandant aux dirigeants birmans de modifier leur comportement dans les domaines des droits de l'Homme, de l'environnement, et du progrès social". Il a justifié son intervention *"par la responsabilité internationale de porter assistance au peuple birman"*.

La participation de la Birmanie à l'Asem a longtemps été un sujet de dispute entre Européens et Asiatiques. Un compromis a vu le jour ne permettant à la Birmanie de n'être représentée à Helsinki que par son ministre des Affaires étrangères, **Nyan Win**.

***Le 10 septembre 2006: L'UE souligne le rôle essentiel de l'Asean pour des réformes en Birmanie***

Dans le cadre du sommet Asie-Europe, **l'Union européenne** a réaffirmé son exigence de "*vraies réformes*" démocratiques en Birmanie et a souligné l'influence décisive que les autres pays de l'Asean pouvaient jouer dans cette évolution.

Au cours d'une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères **U Nyan Win**, avant l'ouverture du sommet, l'UE, le sous-secrétaire aux affaires étrangères de Finlande **Markus Lyra**, a demandé "*que des vraies réformes soient entreprises maintenant et aillent de l'avant*". Mr Lyra a qualifié de "*classique*" la réponse du ministre birman, consistant à dire que "*la Birmanie a besoin de temps*" et mettant en avant la prochaine convocation d'une "Convention nationale" aux pouvoirs constituants, une initiative boycottée par l'opposition démocratique dirigée par Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la Paix toujours assignée à résidence. "*Nous utilisons aussi bien les sanctions que le dialogue pour encourager la Birmanie sur le chemin des réformes*", a expliqué M. Lyra tout en soulignant que "l'Asie peut exercer une influence beaucoup plus forte que l'Europe".

De plus, les dirigeants européens, qui sont seuls dans la salle sans ministres ou assistants, ont consacré un long débat à la situation en Birmanie. Au représentant du régime militaire birman, le ministre des Affaires étrangères U Nyan Win, les leaders de l'Europe ont fortement manifesté leur mécontentement.

**La présidence finlandaise de l'UE** avait préalablement affirmé que l'invitation de la Birmanie au sommet UE-Asie à Helsinki ne signifiait pas un assouplissement de la position de l'Union européenne à son égard : « *La Birmanie est l'un des 39 partenaires du processus de l'Asem, qu'elle a rejoint il y a deux ans. C'est pourquoi elle a également été invitée à prendre part au sommet d'Helsinki* », a déclaré le chef de la diplomatie finlandaise **Erkki Tuomioja** dans un discours devant le Forum populaire Asie-Europe (AEPF), sommet « alternatif » de la société civile qui s'est tenu du 3 au 6 septembre dans la capitale finlandaise. L'UE, selon lui, « *est déçue par l'absence de réformes démocratiques* » en Birmanie puisque « *De ce point de vue, il n'y a eu aucun progrès dans le pays* » a-t-il précisé.

**L'Asem** réunit 38 pays européens et asiatiques: les 25 États membres de l'UE, les pays de l'Asean, qui regroupe 500 millions d'habitants, plus le Japon, la Chine et la Corée du sud. La Commission européenne participe également au forum.

### ***Le 09 septembre 2006 : Reprise en octobre du processus de "réformes démocratiques"***

La junte militaire a annoncé la reprise le 10 octobre de la Convention nationale visant à élaborer une nouvelle Constitution dans le cadre d'une "feuille de route" pour l'établissement d'une "démocratie disciplinée". Le général **Thein Sein** a annoncé sur la télévision d'Etat que les discussions se tiendront à Nyaung Hnabin, à 40 km au nord de la capitale Rangoun.

La junte avait ajourné fin janvier les pourparlers, après une session qui avait duré deux mois.

### ***Le 25 août 2006 : Le régime birman persiste dans son refus de voir ses prison visitées par le CICR***

De **hauts responsables du CICR** ont récemment rencontré le ministre des Affaires intérieures, **le général Maung Oo**, dans la nouvelle capitale administrative de Birmanie : « Nous n'avons pas reçu le feu vert » en vue de la reprise des visites suspendues fin 2005, a expliqué le porte parole de l'association.

Entre 1999 et la fin 2005, le CICR avait effectué 453 visites de prisons et de camps de travail à travers la Birmanie qui est gouvernée par des généraux depuis 1962. L'organisation avait également pu rencontrer la dirigeante de l'opposition Aung San Suu Kyi à deux reprises pendant cette période.

### ***Le 25 août 2006 : Les Etats-Unis signent un traité commercial avec l'Asean***

Les **Etats-Unis** ont signé un traité commercial avec l'**Asean**, dans un geste perçu comme une volonté de contrecarrer l'influence grandissante de la Chine dans la région. Les "Dispositions-Cadre pour le Commerce et l'Investissement" (Trade and Investment Framework Arrangement, TIFA) préfigurent un accord de libre-échange avec les Etats-Unis que les Dix de l'Asean appellent de leurs vœux. Elles ne remettaient toutefois pas en cause l'embargo américain contre la Birmanie, en raison des violations des droits de l'homme par la junte militaire au pouvoir.

La représentante américaine tout comme les ministres de l'Asean, se refuse cependant à donner une échéance pour le début de négociations en vue d'un accord de libre-échange avec Washington. Un responsable de l'Asean a évoqué la date de 2010, année où six membres de l'Association doivent mettre en oeuvre une libéralisation de leur commerce.

Le TIFA prévoit l'établissement d'un dialogue ministériel formel destiné à accroître les relations commerciales et les investissements. Un plan de travail doit également être mis au point sur trois projets-clefs en vue du lancement à venir de négociations

sur un accord de libre-échange. Cela comprendra la création d'un système commun de l'Asean pour l'entrée des produits, l'établissement de normes sanitaires sur l'agriculture et l'harmonisation de normes pharmaceutiques.

### ***Le 23 août 2006 : L'Asean n'aidera pas la Birmanie en cas de saisine de l'ONU***

**Hassan Wirayuda**, chef de la diplomatie indonésienne a assuré que l'Asean n'aidera pas la Birmanie à assurer sa défense si le Conseil de sécurité de l'ONU condamne la junte au pouvoir : "*Comme nous ne sommes pas bien informés sur ce qu'ils (les généraux birmans au pouvoir) font, nous avons tous pensé que nous ne sommes pas en mesure d'aider la Birmanie à se défendre*", a-t-il déclaré aux journalistes.

### ***Le 22 août 2006 : Plus de 1.700 Karens pourront se réfugier aux USA et en Australie***

Selon le ministère thaïlandais de l'Intérieur, **1.793 membres de l'ethnie karen**, réfugiés dans un camp thaïlandais surpeuplé après avoir fui des combats en Birmanie, ont été autorisés à s'installer aux Etats-Unis et en Australie. Le transfert a débuté depuis une semaine et s'étalera sur 6 semaines. Trente et une personnes ont jusqu'à présent quitté le camp.

Les Etats-Unis leur fermaient jusqu'à présent leurs portes car nombre d'entre eux soutiennent l'Union nationale Karen (KNU). Mais en mai dernier, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a indiqué que les réfugiés ne seraient plus considérés comme des partisans d'une organisation classée comme terroriste, ouvrant la voie à la candidature d'environ 9.300 karen.

Selon les Nations unies, une escalade des combats a provoqué cette année la fuite de 2000 karen en Thaïlande.

### ***Le 17 août 2006 : Aide du Japon de 2,2 millions d'euros à la Birmanie***

Le **gouvernement japonais** a annoncé octroyer une aide de 330 millions de yens (2,2 millions d'euros) à la Birmanie, tout en se défendant de cautionner les violations des droits de l'homme dont est coupable la junte. Cette assistance est promise à un **programme forestier** et a été accordée pour des « raisons humanitaires ».

Tokyo a précisé ne pas vouloir reprendre son aide au développement à la Birmanie tant que la dirigeante de l'opposition Aung San Suu Kyi ne serait pas libre.

## **ARTICLES**

**Une femme de Birmanie remporte le prix John Humphrey pour la liberté**

Correspondante : Droits et démocratie

Publié le : 22/09/2006 à 16h28

Catégorie : Communiqués

Su Su Nway de Birmanie, qui a courageusement contesté le travail forcé imposé par la junte militaire et qui a obtenu l'an dernier un jugement d'une valeur historique contre ce régime, est la lauréate du prix John-Humphrey pour la liberté 2006 décerné par Droits et Démocratie.

Su Su Nway, âgée de 34 ans, a attiré l'attention de l'opinion publique internationale par ses efforts individuels pour traduire en justice les représentants de la junte qui l'avaient forcée, elle et d'autres villageois, à réparer une route sans être rémunérés. Consciente des risques qu'elle prenait en affrontant les autorités militaires birmanes, Su Su Nway a néanmoins été récompensée pour sa détermination l'an passé lorsqu'un juge a condamné le président et un représentant du village à huit mois de prison conformément à une loi jusqu'alors inappliquée, adoptée en 1999, qui interdit le travail obligatoire. Il s'agissait du tout premier verdict prononcé contre le travail forcé, pratique imposée depuis longtemps par le régime militaire.

Su Su Nway a cependant été accusée, quelques mois après cette victoire, de diffamation à l'égard du nouveau président du village. Inculpée pour avoir « insulté un représentant du gouvernement en service et nuï à son travail », elle a été condamnée en octobre dernier à 18 mois d'emprisonnement à la prison d'Insein, endroit tristement célèbre pour ses horribles conditions de détention. Malgré une maladie cardiaque, Su Su Nway a passé neuf mois dans la prison d'Insein avant que les autorités ne cèdent à la pression internationale et la libèrent le 6 juin 2006.

« Je vais bien, mais je ne peux me réjouir ou m'attrister de ma libération puisque le travail forcé existe toujours en Birmanie », a-t-elle déclaré à Democratic Voice of Burma lors de sa sortie de prison. « J'ai emporté mon uniforme de prisonnière parce que je sais que je devrai retourner en prison d'ici à ce que la Birmanie devienne une démocratie. »

La lutte de Su Su Nway pour la défense des droits et de la dignité de la personne en a fait un symbole de résistance et de courage pour le peuple birman qui la surnomme « la courageuse Su Su Nway ».

« L'histoire de Su Su Nway nous a profondément émus : le prix John-Humphrey pour la liberté a été créé pour souligner l'engagement de personnes comme elle dans la lutte pour la justice », affirme Wayne MacKay, vice-président du conseil d'administration de Droits et Démocratie et membre du jury qui a choisi Su Su Nway parmi plus de 100 candidats. « Sa réussite est un exemple éclatant de ce qui peut être accompli lorsqu'on y croit, et nous donne espoir en l'humanité. Nous espérons que son courage sera célébré non seulement par nous, mais aussi par tous les Canadiens et la communauté internationale. »

Créé pour rendre hommage au Canadien John Peters Humphrey, professeur de droit qui a préparé le premier projet de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

le Prix John-Humphrey pour la liberté est décerné par Droits et Démocratie depuis 1992 afin d'honorer un organisme ou une personne de toute région du monde pour sa contribution exemplaire à la promotion des droits de la personne et du développement démocratique. La lauréate est invitée à effectuer une tournée de villes canadiennes afin de sensibiliser le public à son travail en faveur des droits de la personne.

## La Birmanie, la Thaïlande et le casse-tête des réfugiés

Par Any Bourrier, RFI

Le 28 août 2006

La Thaïlande a décidé de renvoyer chez eux les immigrants clandestins birmans. Les premiers 600 travailleurs illégaux arrêtés dans la province de Nakhon Pathom, à 70 kilomètres de Bangkok, seront déportés cette semaine. Parmi eux, une centaine de Karen qui ont fui la campagne de répression de l'armée birmane. La junte militaire essaye en effet d'écraser l'Union nationale Karen, le plus vieux et le plus important mouvement rebelle de la Birmanie en tuant des civils et en brûlant des villages. Selon des informations parvenues au Conseil de sécurité des Nations unies, l'armée birmane livre au peuple Karen une guerre d'épuration ethnique. Début mai, la junte a été contrainte d'admettre qu'une opération militaire était effectivement en cours dans l'Etat Karen. Le général Kyaw San a indiqué aussi que ces opérations avaient pour but de « *neutraliser les risques que les guérilleros de l'Union nationale Karen font courir à la nouvelle capitale Pyinmana, située à 300 kilomètres au nord de Rangoun.* »

La décision de les expulser a précédé l'arrivée en Thaïlande du Haut commissaire pour les réfugiés Antonio Guterres, envoyé par les Nations unies pour une évaluation de la situation sur le terrain. Guterres a visité le camp de Tham Hin, situé à l'ouest, dans la province de Ratchaburi, près de la frontière birmane, où s'entassent actuellement 10 000 karen.

Les experts assurent que près de deux millions de travailleurs migrants, dont une majorité de Birmans, vivent aujourd'hui en Thaïlande. Moins d'un quart ont obtenu des visas, les autres vivent dans la clandestinité. Jusqu'à présent le gouvernement thaïlandais fermait les yeux et laissait faire. Mais le flux de plus en plus important de réfugiés commence à inquiéter les autorités de Bangkok, car les camps sont surpeuplés. Selon le HCR, plus de 140 000 karen et membres d'autres minorités ethniques vivent dans la dizaine de camps de réfugiés construits sur la frontière de la Birmanie et de la Thaïlande.

Leur seul espoir est la décision du gouvernement américain, annoncée en mai par la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, d'accorder des visas aux Karen. Elle avait indiqué alors que les réfugiés ne seraient plus considérés comme des partisans de l'Union nationale Karen, une organisation classée comme terroriste par les Etats-Unis. D'ores et déjà près de deux mille membres de cette ethnie ont été autorisés à s'installer aux Etats-Unis et en Australie. Au total, 9 300 karen se sont portés candidats.

